



# Forum Régional FSU

6 décembre 2003 - Douai



## L'ECOLE ET LES ENFANTS DE MILIEUX POPULAIRES.

Le pseudo « grand débat » qui se déroule depuis début décembre fait référence à une question qui semble toujours fondamentale : les inégalités de scolarité selon l'origine sociale des élèves. Cependant, les pistes de réflexion ouvertes mènent droit au tri et à l'éviction comme « solution ».

Cette question est fondamentale, pour au moins deux raisons : d'abord parce que l'exigence de justice sociale à l'égard de l'école ne nous paraît pas un problème dépassé, encore moins réglé ; par ailleurs, parce que notre académie est caractérisée par le poids important de ces élèves dans le système scolaire.

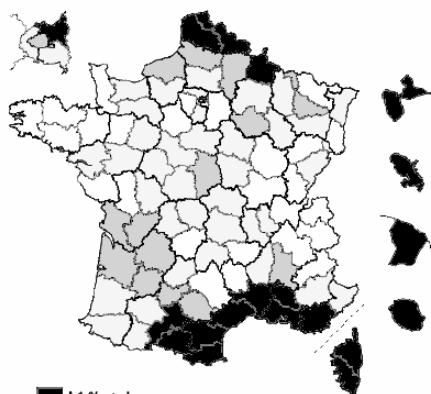
La préparation de ce forum a souffert d'un manque cruel : celui des statistiques disponibles sur cette question. En effet, les services responsables de ce type d'étude ne semblent pas considérer la question des inégalités sociales comme fondamentale, et ne mettent à disposition que très peu de résultats...

Bernard Convert, sociologue à Lille-1, nous fournira des données et des analyses, centrées sur l'académie de Lille, qui sont de ce fait d'autant plus précieuses. Les interventions des différents syndicats de la FSU permettront par ailleurs de croiser les regards et les analyses.

### L'ENVIRONNEMENT SOCIAL ET ECONOMIQUE DE L'ECOLE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS.

**Des classes populaires fortement représentées.**

**Une précarisation accrue.**

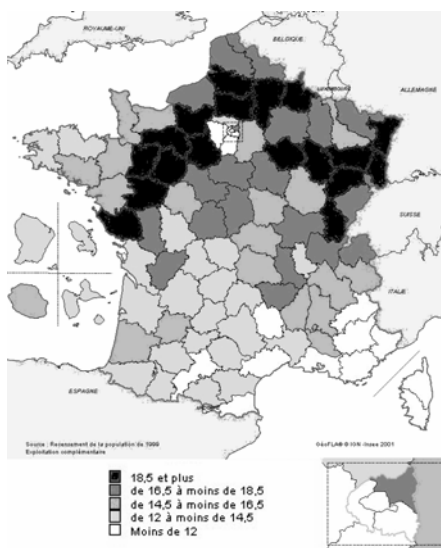


■ 4,1 % et plus  
■ de 3,1 % à 4 %  
■ de 2,1 % à 3 %  
■ moins de 2,1 %

**Document 1**

**Proportion de « Rmistes »**

(source : MJENR\* – Géographie de l'Ecole 2003)

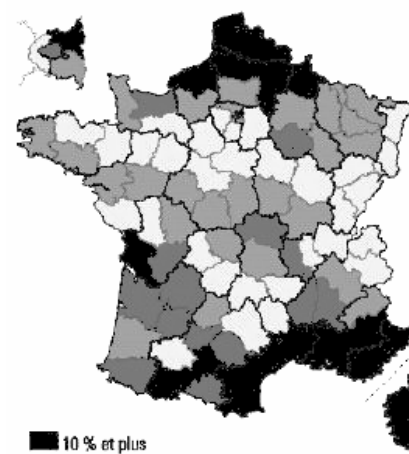


■ 18,5 et plus  
■ de 10,5 à moins de 18,5  
■ de 14,5 à moins de 16,5  
■ de 12 à moins de 14,5  
■ Moins de 12

**Document 2**

**Proportion d'ouvriers dans la population**

(source : Insee, recensement 1999)



■ 10 % et plus  
■ de 8,7 % à 9,9 %  
■ de 7,4 % à 8,6 %  
■ moins de 7,4 %

**Document 3**

**Taux de chômage (en 2001)**

(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

**Document 4**

**Revenu disponible par habitant, en indices.**

2 premières colonnes : évolution comparée entre 1982 (=100) et 1996;

2 dernières colonnes : comparaison de Lille à la France (=100)

	1982	1996	1982	1996
Académie de Lille	100	187	89,7	86,4
France métropolitaine	100	193	100	100

(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

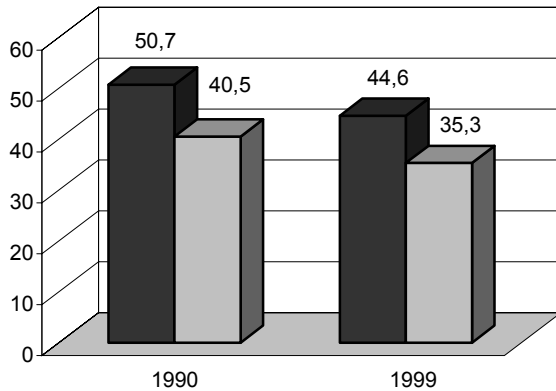
entre 1982 et 1996, le revenu disponible par habitant de l'académie a augmenté, mais l'écart s'est creusé avec la moyenne de la France.

\* : MJENR : Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche

# LES ELEVES D'ORIGINE POPULAIRE ET LES REPONSES INSTITUTIONNELLES.

## Document 5

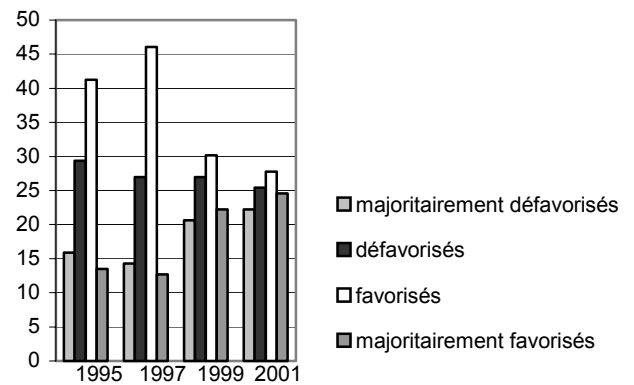
Part des enfants d'ouvriers dans les moins de 16 ans (en %)



(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

## Document 6

Répartition des collèges du Pas-de-Calais, selon l'origine sociale des élèves (en %)



(source : enquête sociale, I.A. 62, 2001)

## Document 7

Proportion de boursiers dans le secondaire et le supérieur (en %, public-privé)

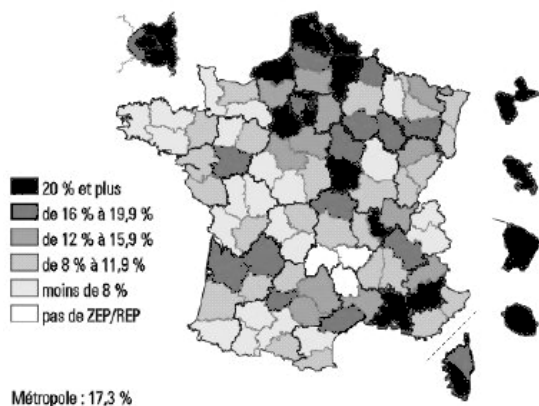
	Collège	Lycées + LP	Supérieur
Académie de Lille	34,8	39,6	37,6
France métropolitaine	22,1	25,1	26,9

(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

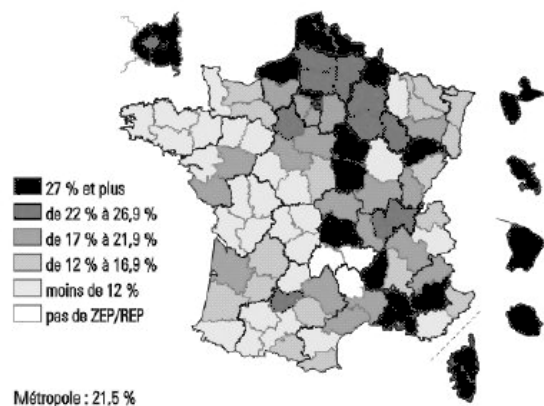
## Document 8

Proportion d'écoliers et collégiens en éducation prioritaire

Écoliers en 1999-2000



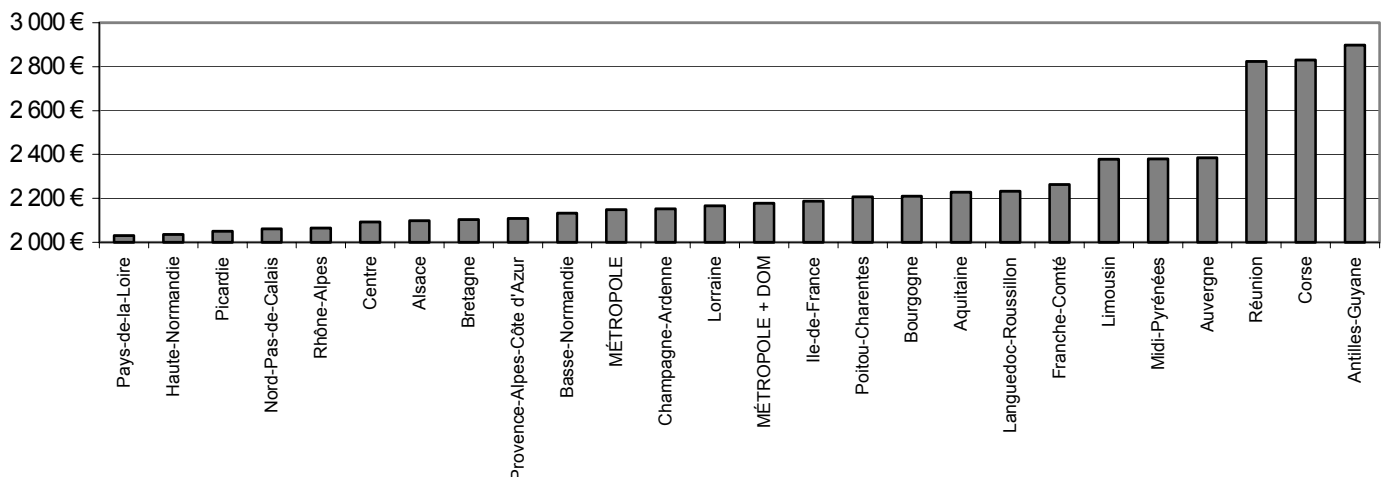
Collégiens en 2001-2002



(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

## Document 9

Dépenses du MJENR par écolier en 2001



(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

# PARCOURS SCOLAIRES.

## Le constat : un retard scolaire.

### Document 10

#### Résultats des élèves aux évaluations de CE2

	cadres	ouvriers
Français	78	60,6
Maths	74,2	61,5

(source : MEN, évaluations et statistiques)

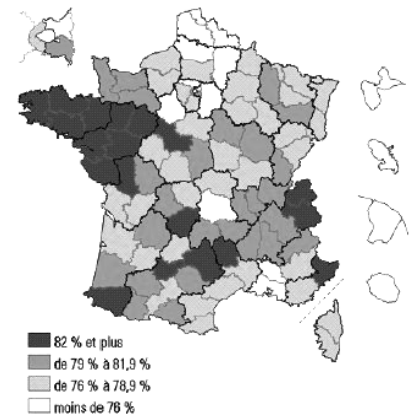
#### Score obtenu aux évaluations à l'entrée en sixième en 2000 (public + privé)

	Français Sur 100	Maths Sur 100	Total Sur 200
Académie de Lille	65	61,7	126,7
Métropolitaine	68,5	64,6	133,1

(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

### Document 11

#### Taux de réussite au brevet (2002)



(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

## Des choix scolaires socialement déterminés ?

### Document 12

#### Parcours scolaires au lycée.

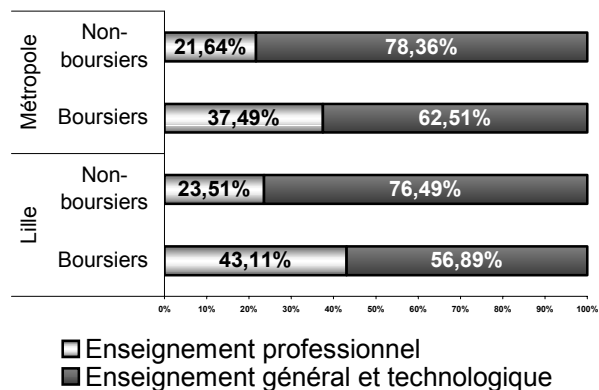
TABLEAU I. ÉVOLUTION CONCOMITANTE DU POURCENTAGE D'ÉLÈVES D'ORIGINE POPULAIRE ET DU POURCENTAGE D'ÉLÈVES « EN RETARD »		
Enseignement général	1987	1994
Effectifs	15990	25429
% d'élèves d'origine populaire	57,1 %	61,2 %
% d'élèves en retard	48,2 %	50,4 %
Part des élèves d'origine populaire parmi les élèves en retard	63,1 %	69,1 %
Enseignement technologique	1987	1994
Effectifs	10860	15756
% d'élèves d'origine populaire	81,2 %	82,7 %
% d'élèves en retard	79,1 %	82,8 %
Part des élèves d'origine populaire parmi les élèves en retard	81,3 %	82,8 %

(Académie de Lille, baccalauréats généraux et technologiques)

(source : B. Convert, ARSS, 2003)

### Document 13

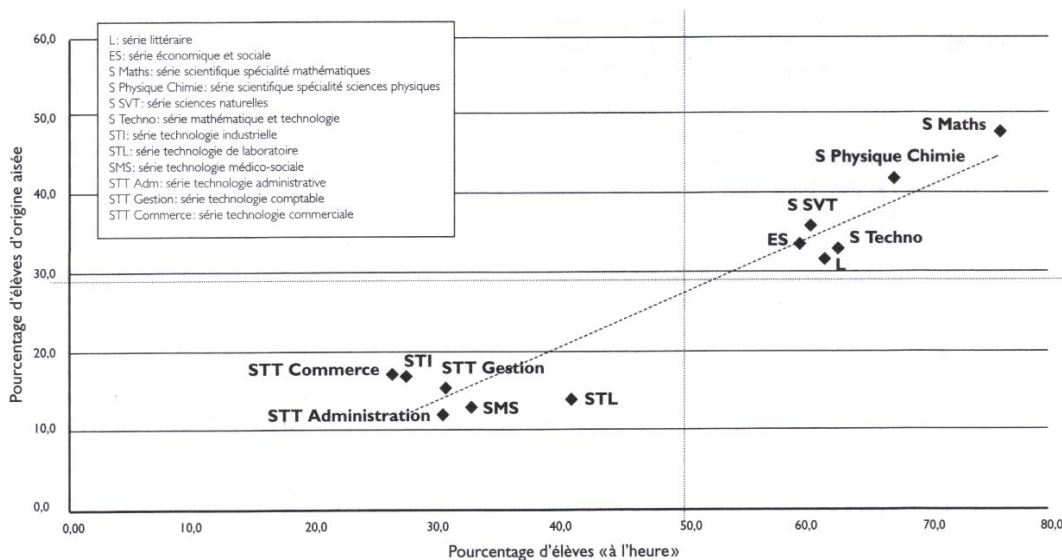
#### Répartition des lycéens entre enseignement professionnel et enseignement général et technologique.



(source : MJENR – Géographie de l'Ecole 2003)

### Document 13

#### Répartition des séries selon leur composition, en fonction du retard scolaire (abscisses) et de l'origine sociale (ordonnées)



L'espace des séries de baccalauréat en 2001.

(source : B. Convert, ARSS, 2003)

# ET L'UNIVERSITE ?

## Document 14

### Composition sociale de l'université : le cas de l'université du littoral (en %)

	Université du littoral (2001)	National (1997)	Sciences de la nature et de la vie (ULCO)	AES (ULCO)
Cadres et professions intellectuelles supérieures	18	35,2	34,9	7,1
Ouvriers	23,6	12,8	19,1	44

## Document 15

En matière d'enseignement supérieur, l'événement essentiel est sans doute la création, au début des années 1990, de nouvelles universités, dites « de proximité », dans des villes moyennes sans tradition universitaire. (...) Dans un premier temps, la croissance des effectifs [lycéens] a produit (période 1987-1991) un afflux de demandes pour les filières courtes comme les sections de technicien supérieur, au détriment de l'université. Dans un deuxième temps, après 1991, la création des nouvelles universités a inversé la tendance, et créé un flux croissant vers l'université au détriment de toutes les autres filières, STS, IUT et même classes préparatoires. Cet afflux massif d'étudiants vers les universités a atteint un sommet dans les années 1994-1995, à une époque où, notamment pour les élèves les plus démunis, refusés dans les sections sélectives à l'entrée (IUT ou STS), la présence à proximité des nouvelles universités semblait offrir la possibilité de poursuivre à coût quasi nul des études supérieures dans la seule institution d'enseignement supérieur sans sélection à l'entrée. De 1994 à 2001, on assiste de nouveau à un renversement de tendance: baisse continue du choix de l'université, au profit des filières technologiques courtes, STS et IUT. On peut faire l'hypothèse que ce renversement de tendance est le résultat de l'expérience collective accumulée depuis la création des universités de proximité, en particulier celle de la dévaluation des titres associée à leur moindre rareté.

(...) le choix de l'université relève d'au moins deux grands types de stratégies: elle peut être choisie par des élèves de bon niveau de réalisation scolaire, mais que leurs performances scolaires ou leur origine sociale éloignent des classes préparatoires, mais elle peut être choisie également par des élèves plus mal classés, refusés à l'entrée des filières sélectives comme les STS. Pour eux, le « choix » de l'université, loin de signifier un « projet d'études longues », constitue une solution de dernière chance. La création des universités « de proximité » a naturellement encouragé ces stratégies. Pour les étudiants les plus démunis, le choix de l'université, désormais proche, loin d'être porté par un projet précis, obéit souvent à une logique de *desperado*: « Rien à perdre, tout à gagner. »

Bernard Convert, « des hiérarchies maintenues », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°149, septembre 2003.

## FSU : LE DEFILÉ DE L'ECOLE POUR TOUS

Extraits des textes préparatoires au Congrès 2004 de la FSU, thème 1

### Le constat

#### - L'école pour tous, une question sociale

Le Service Public assume des réussites indéniables : plus de 85% d'une classe d'âge scolarisée de trois à 18 ans, nombre de sorties du système scolaire sans aucun diplôme réduit en vingt ans de 30 à 10%, performances scolaires en augmentation pour tous en moyenne.

Ainsi, le bilan reste contradictoire du point de vue de la démocratisation, qui semble avoir atteint un palier depuis 1995.

En outre, elle reste ségrégative. 90% des enfants de cadres accèdent à une classe de seconde générale ou technologique mais seulement 42% des enfants d'ouvriers ou d'inactifs.

L'accès aux formations post-baccalauréat n'est ouvert qu'à un peu plus de 30% des enfants d'ouvriers non qualifiés ou inactifs, contre 80% d'enfants de cadres. Depuis 5 ou 6 ans, il y a stagnation de la scolarisation des étudiants notamment pour l'accès en premier cycle universitaire

#### - Désengagement de l'Etat :

Dans un contexte économique européen et international où la croissance stagne et où la baisse des dépenses publiques et de l'impôt sur le revenu devient la règle des économies modernes.

Nous serions arrivés au bout des efforts financiers possibles pour l'éducation. Il faudrait donc faire mieux avec autant, même mieux avec moins puisque certains redéploiements internes s'imposeraient avec la remise en question de la première année de maternelle et de l'objectif de 80% au niveau du Bac.

#### - Pourtant, les besoins de formation sont énormes :

Les besoins de qualifications à bac+2 et le nécessaire développement de l'accès aux baccalauréats et à l'enseignement supérieur sont une évidence pour tous.

### Des propositions

#### - Une scolarité obligatoire portée à 18 ans pour tous

- **Construire les étapes d'une scolarité** qui commence à la maternelle, se poursuit à l'école élémentaire puis au collège, débouche vers des seconds cycles diversifiés ouvrant tous sur des poursuites d'études. Le collège de la réussite pour tous ne saurait organiser des voies ségrégatives mais accueillir tous les jeunes dans leur diversité en mettant en œuvre des pratiques pédagogiques diversifiées. Une véritable revalorisation de l'enseignement professionnel public.

- **Constitution, dans les lycées**, de voies et de séries égales en terme de formation, en termes de poursuite d'études et d'intégration professionnelle, en terme d'image sociale.

- **Trouver des solutions immédiates** pour les élèves en grande difficulté et/ou en rupture scolaire. L'éviction du collège hors de l'Education Nationale pour l'apprentissage des élèves dès 14 ans est une fausse solution et doit être rejetée

- **Formation initiale et continue**, recherche, observatoires de pratiques, concertation, travail en équipe...

- **Affirmer des droits pour les jeunes** (thème 3) : la FSU met en débat la création d'une allocation d'études individualisées pour tous.

### Des débats

Congrès FSU 62 : Mardi 20 et mercredi 21 janvier à Arras

Congrès FSU 59 : Jeudi 22 et vendredi 23 janvier à Maubeuge